

Interview de Bjørn Tore Godal: les négociations d'adhésion de la Norvège à l'Union européenne (Berlin, le 19 juin 2007)

Source: Interview de Bjørn Tore Godal / BJØRN TORE GODAL, Christian Lekl, prise de vue : François Fabert.- Berlin: CVCE [Prod.], 19.06.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:09:37, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_bj%C3%B8rn_tore_godal_les_negociations_d_adhesion_de_la_norvege_a_l_union_europeenne_berlin_le_19_juin_2007-fr-42805913-2aea-45c5-b278-46dadbdcod9f.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview de Bjørn Tore Godal: les négociations d'adhésion de la Norvège à l'Union européenne (Berlin, le 19 juin 2007)

[Christian Lekl] En tant que ministre des Affaires étrangères, vous avez aussi mené les négociations d'adhésion de la Norvège à l'Union européenne. Quelles étaient les priorités de la Norvège à cet égard?

[Bjørn Tore Godal] À l'époque, cela restait, comme auparavant, la pêche, la politique régionale et l'agriculture. À dire vrai, les autres dossiers étaient plus simples, parce que l'évolution politique qui s'était entre-temps produite au sein de l'Union européenne était assez semblable à celle des pays nordiques. Les mêmes questions de fond, les mêmes priorités, les mêmes principes, l'«acquis communautaire». Cela avait du sens. En général, cela avait du sens. Nous avons aussi fait plus ample connaissance avec les directives internes de l'UE, et avons constaté qu'elles sont faites par des hommes, comme en Norvège, avec les mêmes priorités qu'en Norvège, au terme des mêmes discussions. Nous nous sommes rendu compte que nous étions peut-être plus proches que nous le pensions. Nous n'étions pas si différents. Nous avons soulevé des exceptions, nous nous devons de protéger nos régions, et nos régions sont à voir en étroite relation avec la pêche et l'agriculture.

[Christian Lekl] Pouvez-vous revenir un peu plus en détail sur la problématique de la politique régionale?

[Bjørn Tore Godal] Il convient tout d'abord de souligner que la Norvège n'est que très peu peuplée. En d'autres termes, on peut parcourir des centaines de kilomètres et ne rencontrer que très peu de gens, et notre population, notre structure urbanistique, est une question prioritaire en Norvège. Elle fait l'objet de menaces constantes, que nous devenions membres ou non. Certes, aujourd'hui, la politique régionale de l'Union européenne est beaucoup plus développée qu'elle ne l'était dans les années 70. En Irlande, en Espagne, en Sicile, en Grèce, il y a d'importantes contributions de l'Union européenne au développement régional. Et c'était aussi comme cela que nous percevions les choses, mais nos problèmes sont différents de ceux des autres régions de l'UE et de l'Europe, notamment du fait de cette faible densité de population. Nous avons donc introduit cela comme facteur particulier dans les négociations, et avec succès. Les régions peu peuplées sont devenues un critère à part entière, y compris dans l'agriculture, la «*northern agriculture*», par contraste avec l'agriculture du sud de l'Europe. Cette spécificité a également été acceptée lors des négociations de l'époque. Je pense que nous n'avons pas à rougir des résultats obtenus sur le plan de la politique régionale et de l'agriculture. Tout s'est en fait bien passé, mais la pêche reste, comme à l'époque, un facteur négatif décisif.

[Christian Lekl] Comment se sont déroulées les négociations relatives aux accords de pêche de 1994?

[Bjørn Tore Godal] Je dois dire que les Espagnols et les Portugais, surtout, et les Britanniques dans une moindre mesure, avaient des intérêts offensifs: nous voulions un accès au marché, et ils voulaient un accès aux ressources. Mon collègue de l'époque, Jan Henry T. Olsen, aussi connu sous le surnom *No-Fish-Olsen*, l'a très bien formulé: «Nous ne donnerons pas de poisson à Bruxelles.» C'était notre crédo, et nous avons concédé peu de choses. À l'époque, il faut le signaler, l'Allemagne nous soutenait assez bien, parce que, sur le plan politique, elle aurait voulu que la Norvège adhère à l'UE. Nous travaillions alors en étroite collaboration avec le gouvernement allemand, avec le chancelier Kohl et avec mon collègue Klaus Kinkel. Mais ils n'étaient pas les seuls. D'autres gouvernements connaissaient l'importance de la politique de la pêche en Norvège, sur le plan politique, mental et psychologique, et se sont opposés à l'offensive des intérêts espagnols. Cela nous a en partie aidés.

[Christian Lekl] Cela signifie-t-il que la majorité des États membres de l'UE d'alors étaient en faveur d'une adhésion de la Norvège?

[Bjørn Tore Godal] Oui, sur le principe, tout le monde appuyait notre adhésion, mais avec une intensité variable, il faut bien le dire. L'Allemagne et la Grande-Bretagne, les États d'Europe centrale et du Nord, tous considéraient la Norvège comme faisant partie intégrante de l'Europe. Sans la Norvège, la dimension nordique n'existerait pas. Et avec notre tradition internationale de libre-échange, une politique étrangère clairement active, des ressources solides, assez riches même à l'époque, la Norvège se profilait comme un

partenaire naturel. Y compris dans une perspective européenne visant à soutenir les pays membres les moins aisés. Autant de raisons pour lesquelles notre adhésion bénéficiait d'un réel soutien.

[Christian Lekl] Pouvez-vous décrire un peu plus en détail les négociations d'adhésion de la Norvège?

[Bjørn Tore Godal] Les relations avec la Commission sont très importantes, surtout avec le président de la Commission, mais aussi avec les autres commissaires. Mais la Présidence du Conseil a aussi un rôle essentiel à jouer et, en tant que ministre des Affaires étrangères, j'ai eu, comme le ministre du commerce extérieur, des contacts très intensifs avec tous mes collègues de l'UE ou presque, afin de les rallier à la cause de la Norvège. À l'époque, nos collègues étaient entre autres le ministre grec du commerce extérieur Pangalos, une personnalité particulière, qui nous a quelque peu aiguillés dans les débats côté UE. Les choses étaient difficiles aussi, au sein de l'UE. Une fois, il a demandé à me rencontrer personnellement et a tenu des propos très critiques à l'égard de Klaus Kinkel, en me disant: «Bjørn, you have to talk to this impossible man, Klaus Kinkel.» Je lui ai demandé: «Pourquoi dites-vous ça? C'est un chic type.» Et lui de me répondre: «Oh, non. Il est plus norvégien que vous!» J'ai trouvé cela très drôle, mais au sein même de l'UE, c'était un point délicat, et cela illustre bien les contradictions qui y règnent. Nous avons nos partisans, qui nous défendaient bec et ongles entre les réunions de négociation, et nous avons nos détracteurs. Et la présidence grecque du Conseil considérait cette polarité au sein de l'UE comme une difficulté critique à l'interne. C'est très clair.

[Christian Lekl] Et comment le traité d'adhésion a-t-il en définitive été perçu par la Norvège et par l'autre partie?

[Bjørn Tore Godal] Nous étions en fait tous très satisfaits. Exception faite, une fois encore, du volet sur la pêche, où les Britanniques se sont, contre toute attente, arrogés certains intérêts particuliers dans les eaux du sud de la Norvège. Et c'est peut-être cela qui a fait pencher la balance dans le sud de la Norvège, et notamment chez les pêcheurs. Les pêcheurs du nord étaient quant à eux de toute façon critiques. Quoi qu'il en soit, nous avons été accueillis par un: «Ce traité est peut-être bon, mais combien de temps cela durera-t-il?» Si une nouvelle majorité devait voir le jour au sein de l'UE, elle pourrait décider de tout. Ce traité ne signifiait rien. La suspicion était donc générale. Même si les résultats obtenus étaient bons, les Norvégiens soupçonnaient que cela pourrait changer. Puis est arrivée cette offensive britannique inattendue sur le sud-ouest de la Norvège, avec son lot de conséquences. Cela concernait des maquereaux et quelques autres espèces halieutiques, et dans l'ensemble, ce traité était jugé positif. Malheureusement, ça n'a pas suffi pour obtenir une majorité.